

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Amérique andine et Plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota  
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito  
Semaine du 11 juillet 2024

## Zoom sur: Le CARF plaide pour un ajustement budgétaire plus important.

Le mardi 9 juillet, le Comité Autonome de la Règle Budgétaire (CARF) a présenté son analyse du cadre budgétaire à moyen terme pour 2024-2025 (*Marco Fiscal de Medio Plazo, MFMP*), concluant que les réductions budgétaires prévues seraient nettement insuffisantes et qu'une coupe minimale de 51 000 Md COP (12,8 Md USD) était nécessaire. Cette

### LES AJUSTEMENTS DEMANDÉS PAR LA CARF

À propos du plan financier pour 2024 du cadre budgétaire à moyen terme

Des intérêts de 79,8 milliards de dollars seront payés

Ce montant équivaut à 4,7% du PIB et 31% des recettes fiscales.

Carf ne croit pas que les objectifs de collecte des impôts seront atteints

La baisse des recettes fiscales entraînera un ajustement des dépenses de 5 300 milliards de dollars

Une diminution des dépenses de 20 milliards de dollars serait insuffisante

L'ajustement devrait être de 51 milliards de dollars

La croissance du PIB

2024	7,1%
2025	5,7%

L'inflation en 2026 sera de 3 %

\*Des risques importants persistent dans la programmation budgétaire, notamment une modification de la loi sur la règle budgétaire.

Source : Comité Autonome de la Règle Fiscale (Carf) / Graphique : LR-ER



découle principalement des paiements liés à la dette nette et de la baisse des recettes fiscales. D'ici 2024, il est prévu que le service de la dette s'élève à environ 79,8 Md USD, représentant 4,7% du PIB et 31% des recettes fiscales, malgré une dette nette équivalant à 53,8% du PIB en 2023. Ensuite, les risques liés à la baisse de la collecte des impôts au T2 2024 obligeraient l'État à trouver 5 300 Md COP (1,3 Md USD) supplémentaires. Par conséquent, le CARF

avertit qu'une réduction de 20 000 Md COP en loi de finances rectificative serait insuffisante. Ainsi, le respect de la règle budgétaire en 2024 dépendra de la consolidation des réductions de dépenses indiquées dans le MFMP et d'ajustements budgétaires supplémentaires en cas de matérialisation des risques affectant les revenus structurels de l'Etat. Selon le CARF, bien que le scénario budgétaire pour 2025 proposé par le MFMP soit plausible, des risques significatifs persistent dans la programmation budgétaire, y compris une possible modification de la loi sur la règle budgétaire, rendant son respect incertain. **Par ailleurs, le CARF projette une croissance du PIB nominal de 7,1 % en 2024 et de 5,7 % en 2025 (i.e. brut de l'inflation), ainsi qu'un reflux de l'inflation qui atteindrait en 2026 l'objectif cible de 3 % fixé par Banque centrale.**

# Bolivie

**La Bolivie fait officiellement partie du Mercosur.**

**Le président Luis Arce a promulgué la loi 1567 ratifiant le protocole d'adhésion de la Bolivie au Marché commun du Sud (Mercosur), après son adoption par le Sénat.** Depuis 1998, la Bolivie avait le statut d'État associé au Mercosur et a entamé en 2015 le protocole d'adhésion. Le Président a ajouté que l'incorporation de la Bolivie en tant que pays membre du Mercosur revêtait un caractère stratégique car elle signifiait faire partie d'un espace important pour l'intégration régionale, les échanges commerciaux, le renforcement de la production et faisait de la Bolivie un axe d'articulation dans la région.

**Au S1, l'inflation cumulée s'élève à 2,5 %, elle représente 70 % des prévisions pour 2024.**

**Selon l'Institut national des statistiques (INE), l'inflation cumulée a atteint 2,49 % au premier semestre. Ce chiffre représente 70 % de ce que le gouvernement avait prévu pour l'ensemble de l'année 2024 (3,6 %).** Pour mémoire, l'inflation cumulée atteignait 2,12 % au S1 2023. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit que l'inflation bolivienne terminera l'année à 4,8 %. Le tableau du FMI montre que, dans la région, la Bolivie se situe en dessous du Venezuela (160 %), de l'Argentine (149 %), de l'Uruguay (5,7 %) et de la Colombie (5,3 %). Suivent, derrière la Bolivie, le Paraguay (4,0 %), le Brésil (3,8 %), le Chili (3,0 %), le Pérou (2,4 %) et l'Équateur (1,5 %). D'ici 2025, le FMI prévoit que l'inflation en Bolivie tombera à 4,0 %, ce qui la placera au quatrième rang de la région.

**Des compagnies de transport maritime suspendent la réception de paiements sur le territoire bolivien.**

**Les compagnies maritimes MSC, Hapag Lloyd et Maersk ont annoncé qu'elles suspendaient la réception des paiements en Bolivie en monnaie locale (BOB) pour les cargaisons importées et exportées.** Ces trois compagnies maritimes ont fait savoir qu'elles accepteraient uniquement des dollars étasuniens (USD) payés dans leurs bureaux au Chili ou au Pérou. La suspension des

paiements pourrait avoir un impact négatif sur le commerce extérieur bolivien, car ces compagnies maritimes représentent près de la moitié des importations totales entrant dans le pays. Les exportateurs et importateurs boliviens subiront désormais des coûts supplémentaires et des difficultés logistiques à surmonter. Selon les spécialistes, cette situation découle de la décision du gouvernement d'obliger les banques à appliquer le taux officiel, tout en maximisant la commission de change à 10 % sur les transactions avec l'étranger, dans un contexte de pénurie de USD marquée par un taux de change parallèle *de facto* dévalué de 25 % vs. le taux officiel. Les banques boliviennes ne voient donc plus d'intérêt à traiter ces opérations internationales. Par conséquent, les compagnies maritimes sont dans la nécessité de trouver des solutions alternatives.

# Colombie

**L'inflation s'est redressée en juin pour s'établir à 7,18 % g.a.**

**Selon l'Institut National de Statistiques (DANE), l'inflation a augmenté de 0,2 point de pourcentage entre mai et juin et glissement annuel, marquant le premier regain inflationniste depuis mars 2023.** D'après Sergio Olarte, économiste en chef chez Scotiabank Colpatría, les prix moyens des denrées alimentaires, ayant déjà enregistré des hausses supérieures à 5 %, ont dépassé l'objectif fixé par la Banque centrale. Bien que la faible inflation importée contribue à limiter l'inflation globale, les loyers continuent de soutenir sa tendance haussière.

« Les loyers restent relativement stables avec une inflation d'environ 9 %, rendant la réduction de l'inflation plus difficile. En effet, les loyers représentent environ 28 % du panier familial, ce qui empêche la baisse de l'inflation des revenus modestes », a déclaré S. Olarte.

Sur une base annuelle, l'augmentation de l'inflation est principalement attribuable aux secteurs de l'éducation (+11,21 % g.a) et de l'hôtellerie (+9,57 % g.a). Spatialement, Valledupar (8,7 % g.a) et Montería (8,1 % g.a) ont été les villes présentant les taux d'inflation les plus élevés en juin.

## **Bancolombia prévoit une contraction de 11,4 % du secteur de la construction en 2024, mais anticipe une reprise en 2025.**

**Le groupe bancaire Bancolombia anticipe une contraction de 11,4 % dans le secteur de la construction pour 2024, avec des ventes prévues de 124 000 logements.** Déjà mis à mal par la pandémie, le secteur de la construction a connu son pire trimestre depuis des décennies au T1 2024. Toutefois, les analystes projettent une reprise de la croissance du secteur en 2025 (avec des ventes de logements proches de 165 000 unités), stimulée par une baisse progressive des taux de financement et une diminution anticipée de l'inflation des coûts de construction. Par ailleurs, c'est le logement d'intérêt social (VIS) qui soutient les ventes de logement, le logement non VIS a clôturé le mois de mai à 1 793 unités, ce qui est le chiffre le plus bas de ces dernières années.

**La contraction des investissements dans le secteur de la construction a eu un impact négatif sur l'économie nationale, avec une baisse de -7 % à la fin du premier trimestre 2024, représentant 9 Md USD d'activité.**

## **Le DNP présente les thématiques du plan de relance économique tandis que son financement reste incertain.**

**Ce mardi 9 juillet, le Département National de Planification (DNP) a dévoilé les axes thématiques du plan de relance économique.**

Ce plan n'a pas encore été présenté dans son intégralité en raison de retards significatifs dans son exécution. Par ailleurs, le président Gustavo Petro a annoncé qu'une loi de financement viendrait compléter ce plan.

Les sept axes thématiques visent à promouvoir une politique de réindustrialisation, à intervenir dans le secteur du tourisme, à gérer les questions énergétiques et de connectivité numérique, ainsi qu'à améliorer le logement. De plus, ils soutiendront le secteur agricole et mettront l'accent sur les questions de paix.

**Le gouvernement et les syndicats cherchent à débloquer 16,8 Md USD de redevances pour financer ce plan de relance économique.**

Plusieurs propositions alternatives de financement ont également été discutées : Création d'un guichet unique pour les

investissements afin de rationaliser les procédures et de favoriser la réindustrialisation (Aliadas), révision de la fiscalité des entreprises pour renforcer la réactivation économique (BBVA Research).

## **Les exportations d'énergie atteignent 8,8 Md USD (+6 % g.a entre janvier et mai 2024).**

**Le ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme a annoncé que les exportations d'énergie ont enregistré une hausse cumulée de 6 % g.a entre janvier et mai 2024, atteignant 8,8 Md USD.** Pour le seul mois de mai, ces exportations ont totalisé 1,9 Md USD, marquant une augmentation de 3,2 % en glissement annuel.

## **L'UE investit 11,3 M USD pour soutenir la Colombie dans la lutte contre la déforestation.**

Durant la présentation du programme « Les forêts au service de la biodiversité, du climat et de la paix en Colombie », l'Union Européenne a annoncé un investissement de 11,3 M USD pour lutter contre la déforestation et le changement climatique en Colombie. 85 % des ressources seront intégrées dans le budget national colombien et 15 % des ressources seront utilisées pour développer des capacités techniques dans les institutions gouvernementales. Ce programme a été lancé par Susana Muhamad, ministre de l'Environnement et du Développement durable de Colombie, en présence de l'ambassadeur de l'Union européenne en Colombie, Gilles Bertrand, et des ambassadeurs des États membres de l'UE.

# **Equateur**

## **Baisse des ventes du secteur automobile au S1 2024.**

**Le secteur automobile a rapporté une chute des ventes d'automobiles (importés) de -18,7% au premier semestre de cette année par rapport au premier semestre de l'année dernière.** Les ventes ont représenté 57 022 véhicules. La hausse de la TVA de 12% à 15% explique cette tendance. Sur les 96 marques présentes dans le marché équatorien,

69 rapportent une baisse des ventes parmi lesquelles Kia ou Chevrolet. Néanmoins, 27 marques, essentiellement des marques chinoises, Suzuki et Nissan ont vu leurs ventes augmenter de 13 % par rapport à 2023.

### **Le plan annuel d'investissements présente un faible taux d'exécution.**

**A six mois de son arrivée au pouvoir, le gouvernement a mis en œuvre seulement 16 % du plan annuel d'investissements, soit le niveau le plus faible depuis 2018.** Le Président Noboa a indiqué que ce faible niveau d'exécution est imputable aux arriérés importants avec les fournisseurs de l'Etat auxquels il a dû faire face en début d'année. Il a par ailleurs souligné qu'au deuxième semestre, des projets de logement social et de remise à niveau de routes aboutiront.

## **Guyana**

### **Lancement du Caribbean Investment Forum.**

Le mercredi 10 juillet a marqué le lancement du *Caribbean Investment Forum* à Liliendaal. Cet événement annuel vise à promouvoir divers projets d'investissement au Guyana. Cette année, jusqu'à 700 investisseurs étaient attendus, faisant de ce forum l'un des plus importants de la région. Des délégations en provenance d'Europe (y/c de France), des États-Unis et de la région LAC (Amérique latine et Caraïbes) y ont participé. **L'édition 2024 s'est concentré sur trois axes principaux : l'agriculture durable, la transition vers une économie verte et la numérisation des entreprises.** Le Guyana s'est fixé pour objectif de réduire le coût de l'énergie d'ici 2025, afin de faciliter la transition agroalimentaire et promouvoir une agriculture durable.

## **Pérou**

### **Le projet minier de cuivre Tia Maria débutera cette année.**

Le ministre de l'énergie et des mines, Rómulo Mucho, a annoncé que le projet de cuivre *Tía María*, situé dans le sud, à Arequipa, dispose de tous les permis nécessaires pour fonctionner depuis 2019. Le ministre a indiqué qu'il a

récemment rencontré les directeurs de *Southern Copper Corporation* et a conclu que c'était le bon moment pour lancer le projet, qui contribuerait à la production de 120 000 tonnes de cathodes de cuivre. Pour sa part, le président de la compagnie minière, Óscar González Rocha, a annoncé que le projet reprendrait en 2024, car la population de la vallée de Tambo, la zone d'influence de l'opération, est d'accord. Il rajoute que l'investissement, estimé à 1,4 Md USD, pourrait augmenter lorsque les évaluations seront effectuées pour le début de la construction.

Le ministre de l'environnement, Juan Carlos Castro, a assuré qu'il sera chargé de veiller à ce que le projet respecte les réglementations et les normes environnementales. **Au cours de la seule phase de construction, le projet devrait générer 9 000 emplois directs et indirects, et au cours de la phase d'exploitation, 650 emplois directs et 5 200 emplois indirects.**

### **Le gouvernement révisé à la hausse l'objectif de déficit budgétaire pour 2024, le faisant passer de 2,0 % du PIB à 2,8 % du PIB.**

**Dans le cadre de la délégation de pouvoirs accordée par le Parlement, l'Exécutif a obtenu le pouvoir de légiférer sur l'équilibre budgétaire afin d'établir une réduction progressive du déficit budgétaire du secteur public non-financier (SPNF) avec des limites annuelles.** Ainsi, il a été établi que le déficit budgétaire annuel du SPNF pour les exercices 2024, 2025, 2026, 2027 et 2028 ne devait pas dépasser 2,8 %, 2,2 %, 1,8 %, 1,4 % et 1,0 % du PIB, respectivement. Il a également été établi un retour ordonné et progressif de la dette du SPNF à ses règles macro-budgétaires à moyen terme : À partir de 2024, la dette brute totale du SPNF ne devrait pas dépasser 38 % du PIB et devrait être inférieure ou égale à 30 % du PIB en 2035 au plus tard.

### **Maintien du taux d'intérêt directeur à 5,75 % par la Banque centrale.**

Le jeudi 11 juillet 2024, le Conseil d'administration de la Banque Centrale de Réserve du Pérou (BCRP) a décidé de maintenir le taux d'intérêt directeur à 5,75 %. Cette décision de ne pas réduire davantage le taux s'appuie sur plusieurs considérations macroéconomiques : i) la persistance de l'inflation sous-jacente ; en juin, l'inflation mensuelle s'est élevée à 0,12 %, tandis que l'inflation sous-jacente a atteint 0,16 %. Sur une base annuelle, l'inflation a augmenté de 2,0 % en mai à 2,3 % en juin, demeurant dans

la fourchette cible, alors que l'inflation sous-jacente s'est maintenue à 3,1%, au-dessus de la limite supérieure de cette fourchette. **ii)** La BCRP prévoit une diminution progressive de l'inflation mondiale, bien que certaines économies continuent de présenter une légère persistance des taux d'inflation interannuels. Les attentes d'inflation à douze mois ont diminué de 2,56 % en mai à 2,53 % en juin, se maintenant dans la fourchette cible. **iii)** Les écarts de taux directs vis-à-vis des Etats-Unis déjà réduits à leur minimum, alors que la Fed a décalé son calendrier de baisse de taux : une baisse de taux au Pérou pourrait inciter à des sorties de capitaux afin de bénéficier d'un arbitrage de taux favorable aux Etats-Unis.

## Venezuela

**Les États-Unis prolongent d'un an la licence d'exportation de gaz de pétrole liquéfié vers le Venezuela.**

**La licence LG40C entre en vigueur le 8 juillet et sa durée est d'un an: c'est le troisième renouvellement de la licence LG40 émise en juillet 2021** (à l'origine destinée à permettre l'exportation de GPL vers le Venezuela à des fins humanitaires. Ce document permet aux entreprises étatsuniennes d'exporter du gaz de pétrole liquéfié (GPL), mais interdit les transactions impliquant des paiements en nature de pétrole ou de ses dérivés avec PDVSA ou avec des entités dans lesquelles PDVSA détient une participation de 50 % ou plus.

**La BCV est intervenue à hauteur de 250 M USD entre le 8 et 12 juillet.**

C'est la plus haute intervention hebdomadaire depuis le début de l'année 2024, avec un cumul de 2,3 Md USD, dépassant le montant des interventions à la même période de l'année dernière (2,2 Md USD). Cette action de la BCV a permis une réduction de l'écart entre les taux de change officiel parallèle, passant de 13,2 % à 12,1 %.

**Inflation de juin : la BCV indique 1% et l'OVF 2,4%.**

La Banque Centrale du Venezuela a annoncé que l'inflation pour le mois de juin s'est établie à 1,0%, en baisse par rapport aux 1,5% enregistrés en mai. **L'inflation en glissement annuel atteindrait ainsi 51 %.** Les données montrent que les secteurs ayant connu les plus

fortes augmentations sont les aliments et boissons non-alcoolisées (1,5 %) et les services d'éducation (1,1 %). Ce taux d'inflation mensuel est le plus bas enregistré depuis juillet 2012.

**En parallèle, l'Observatoire Vénézuélien de Finances, un organisme privé, rapporte une inflation de 2,4 % pour le mois de juin, portant l'inflation en glissement annuel à 68 %.** Leur analyse indique que les secteurs ayant subi les plus fortes hausses de prix sont les Services (8 %), la communication (4,9%), l'équipement ménager (3,7 %) et les services d'éducation (3%).

**Rapport OPEP : la production de pétrole du Venezuela augmente mais le prix de son pétrole de référence baisse.**

Table 5 - 8: OPEC crude oil production based on direct communication, tbd/d

Direct communication	2022	2023	4Q23	1Q24	2Q24	Apr 24	May 24	Jun 24	Change Jun/May
Algeria	1,020	973	958	907	905	907	901	906	5
Congo	262	271	259	252	260	259	264	259	-5
Equatorial Guinea	81	55	53	53	60	60	62	58	-4
Gabon	191	223	234	..	..	..	..	..	..
IR Iran	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Iraq	4,453	4,118	4,123	3,957	..	3,891	3,860	..	..
Kuwait	2,707	2,590	2,548	2,413	2,413	2,413	2,413	2,413	0
Libya	..	1,189	1,191	1,149	..	1,218	..	..	..
Nigeria	1,138	1,187	1,260	1,327	1,270	1,281	1,251	1,276	25
Saudi Arabia	10,591	9,606	8,901	8,979	8,937	8,986	8,993	8,830	-163
UAE	3,064	2,944	2,892	2,919	2,928	2,917	2,933	2,935	2
<b>Venezuela</b>	<b>716</b>	<b>783</b>	<b>796</b>	<b>864</b>	<b>904</b>	<b>878</b>	<b>910</b>	<b>922</b>	<b>12</b>
<b>Total OPEC</b>	<b>..</b>								

Notes: .. Not available. Totals may not add up due to independent rounding.  
Source: OPEC.

**PDVSA a informé à l'OPEP qu'en juin 2024, la production de pétrole dans le pays s'élevait à 922 000 bpj, soit une augmentation de 1,3 % par rapport aux 910 000 bpj de mai.** D'autre part, les sources secondaires ont signalé que la production pétrolière du Venezuela a atteint 851 000 barils par jour (bpj) en juin de cette année, enregistrant une augmentation de 2,5 % par rapport aux 830 000 bpj de mai.

Le brut vénézuélien de référence (Merey 16 API) a atteint en moyenne 69,23 dollars par baril, soit une baisse de -1,9 % par rapport à mai.

# Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB prix courants (Mds USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
			2023	2024 p.			2022	Variation par rapport à 2021	
	2023	2024 e	2023	2024 p.	2024 p.	2024 p.	2022	Variation par rapport à 2021	Variation en fin de période, 2024 p.
<b>Bolivie</b>	12,1	49,3	2,5	1,6	-5,6	86,6	120	-2	4,8
<b>Colombie</b>	51,9	386,1	0,6	1,1	-3	54,4	91	-3	5,3
<b>Equateur</b>	18	121,6	2,3	0,1	0,9	n.a.	83	+12	1,5
<b>Guyana</b>	0,8	21,2	33	33,9	22,8	31,1	95	+13	3,5
<b>Pérou</b>	34,5	282,4	-0,6	2,5	-1,1	33	87	-3	2,4
<b>Suriname</b>	0,62	4,3	2,1	3	2,1	87,9	124	-25	14,2
<b>Venezuela</b>	29,7	102,3	-0,6	4,5	4,7	n.a.	119	+1	159,9
<b>Argentine</b>	45,6	604,3	-1,6	-2,8	0,9	86,2	48	-1	149,4
<b>Brésil</b>	204	2 331,3	2,9	2,2	-1,3	86,7	89	-2	3,79
<b>Chili</b>	19,6	333,77	0,2	2	-3,9	40,5	44	-2	3
<b>Mexique</b>	127,9	2 017	3,2	2,4	-0,7	55,5	77	+9	3,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

[jacques.robin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jacques.robin@dgtresor.gouv.fr), [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : Olympe MAHE, Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA

Abonnez-vous : [jacques.robin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jacques.robin@dgtresor.gouv.fr); [mario.demenech@dgtresor.gouv.fr](mailto:mario.demenech@dgtresor.gouv.fr)